Conditions générales de location longue et courte durée de véhicules PLL

ARTICLE PRELIMINAIRE : DEFINITIONS

ACCESSOIRES DU LOYER : Ce titre générique inclut le coût de chaque prestation complémentaire que le LOCATAIRE a souscrite en sus du véhicule, objet de la location.

COMMANDE : Ordre du LOCATAIRE adressé au LOUEUR détaillant le véhicule qui fera l'objet de la location, et ce, après acceptation du LOUEUR matérialisée par la signature des présentes conditions générales et des CONDITIONS PARTICULIÈRES.

CONDITIONS PARTICULIERES : Document spécifique à chaque véhicule loué qui le décrit, mentionne la durée initiale du contrat, le kilométrage contractuel initial, les prestations complémentaires souscrites, leur prix, ainsi que le montant du kilomètre supplémentaire. Ces CONDITIONS PARTICULIÈRES font partie intégrante du prêt et contrat et sont séparément signées pour acceptation par les parties. A valeur de CONDITIONS PARTICULIERES entre les parties, tout bon de commande signé en original par celles-ci.

DELAÏ DE MISE A DISPOSITION : Délai dont dispose le LOCATAIRE pour prendre possession du véhicule commandé, au terme duquel le loyer et ses accessoires commencent à courir.

KILOMETRAGE ALLOUE : Nouvelle base kilométrique établie lors d'un arrêt de la location par anticipation du terme de la période contractuelle, calculée au prorata temporis du kilométrage contractuel initial.

KILOMETRAGE CONTRACTUEL INITIAL : Base kilométrique définie aux CONDITIONS PARTICULIÈRES ou au bon de commande de la location applicables aux véhicules mentionnés.

PERIODE CONTRACTUELLE : Période de location initiale indiquée aux conditions particulières de location lors de la signature des présentes. Cette période peut varier en application du paragraphe 7.5 infra.

PERIODE DE PROLONGATION : Période supplémentaire de location souhaitée par le LOCATAIRE et qui entraîne révision des conditions locatives initiales.

PERIODE SOUPLE DE LOCATION : Période supplémentaire de location pouvant être accordée au LOCATAIRE, lors de la conclusion du présent contrat, afin qu'il puisse atteindre le kilométrage contractuel initial.

REMISES EN ETAT : Ceci désigne les frais dont notamment la remise à la couleur d'origine et/ou la dépose des calicots publicitaires qu'il faudrait engager pour rendre le véhicule restitué conforme à l'état standard défini en application de l'annexe 1. Ces frais restent à la charge du LOCATAIRE que les remises en état soient ou non effectuées et visent à évaluer la dépréciation complémentaire du véhicule au moment de sa vente au terme du contrat de location.

VALEUR RESIDUELLE : Valeur de revente du véhicule, estimée à partir de l'état standard du véhicule en application de l'annexe 1 ci-après, établie par le LOUEUR selon la durée du contrat et le kilométrage initial retenu.

VEHICULE : Terme général désignant l'objet de la location et ce, quel que soit le nombre réel de véhicules loués.

VEHICULE TRANSFORME : Véhicule fabriqué en série et faisant l'objet d'ajout d'accessoires ou de transformation, sur demande expresse du LOCATAIRE, par un carrossier agréé ou par le réseau de la marque du véhicule concerné, telle que équipement bi-carburant, carrosserie spécifique ...

ARTICLE 1 : OBJET DE LA LOCATION

1. Le LOUEUR donne en location longue ou courte durée, sans option d'achat, au LOCATAIRE qui accepte, le VEHICULE décrit aux CONDITIONS PARTICULIERES, pour la durée déterminée qui s'y trouve mentionnée et sous réserve de l'effective application des présentes conditions générales.

1.1 Le LOCATAIRE en a dès lors la garde ainsi que de tous ses accessoires (clefs et doubles, autoradios...) et documents, au sens de l'Article 1384 du Code Civil.

1.2 Toute clause contraire aux présentes figurant sur une COMMANDE ou sur tout autre document du LOCATAIRE sera réputée nulle et non écrite.

ARTICLE 2 : PROPRIETE DES VEHICULES

2. Le VEHICULE objet du présent contrat, demeure la propriété exclusive du LOUEUR, le LOCATAIRE qui en a la garde ainsi que de tous ses accessoires (clefs, autoradio ...) et documents au sens de l'Article 1384 du Code Civil, s'engage à respecter et à faire respecter cette propriété par les tiers, en la notifiant notamment à sa compagnie d'assurances.

2.1 En cas de saisie du VEHICULE, pour quelque raison que ce soit, le LOCATAIRE s'engage à :

2.2 Prévenir le LOUEUR dans les 48 (QUARANTE-HUIT) HEURES suivant la saisie.

2.3 Faire tout le nécessaire et à ses frais, en vue d'obtenir la mainlevée de ladite saisie, et ceci, sans préjudice des voies et moyens directement réservés au LOUEUR aux fins de défense à gardien et revendication.

ARTICLE 3 : GARANTIES CONSTRUCTEUR

3. Le VEHICULE loué n'est pas couvert par les garanties contractuelle et légale du constructeur ou du vendeur.

3.1 Il est ici rappelé que le LOCATAIRE prend en location le VEHICULE de son choix et que de ce fait, le LOUEUR ne sera tenu à aucune garantie, ni obligation pouvant résulter d'un problème mécanique ou d'un vice caché susceptible d'affecter le VEHICULE, ses pièces ou équipements.

3.2 En cas de révélation de paresthésis vices ou dysfonctionnements au cours de la location, le LOCATAIRE s'oblige à exercer directement à l'encontre du constructeur et

au nom du LOUEUR, tous recours attachés aux garanties du constructeur, à l'exception, cependant de toute action en résolution de la vente, qui devra préalablement être autorisée par le loueur par écrit.

ARTICLE 4 : DEPOT DE GARANTIE

4. Le LOCATAIRE verse, le cas échéant, à la signature des présentes entre les mains du

4.1 LOUEUR, une somme forfaitaire encaissable arrêtée séparément et annexée aux présentes. Cette somme est exclusivement affectée à la garantie contractuelle du respect de toutes les obligations substantielles découlant pour le LOCATAIRE de la présente convention (paiement des loyers et ACCESSOIRES aux termes convenus, assurances du VEHICULE, entretien, restitution et paiement des factures de fin de contrat dans les délais contractuels).

4.2 Cette somme consignée, à titre de dépôt de garantie ne pourra être imputée, à l'initiative du LOCATAIRE, sur l'un de ses ACCESSOIRES, le LOCATAIRE devant s'en acquitter distinctement à chaque échéance stipulée.

4.3 Le dépôt de garantie ne sera pas productif d'intérêt. A l'expiration de la location, il sera restitué au LOCATAIRE déduction faite des éventuelles REMISES EN ETAT, ainsi que de toute somme pouvant être due au LOUEUR en application de l'une quelconque des dispositions de la présente convention.

ARTICLE 5 : IMMATRICULATION / VIGNETTE

5. Le VEHICULE décrit aux CONDITIONS PARTICULIERES est remis au LOCATAIRE accompagné de sa carte grise. Le VEHICULE est immatriculé par le LOUEUR ou son représentant.

5.1 Durant toute la durée de la location, le LOCATAIRE fera son affaire personnelle de l'obtention de la vignette pour acquit de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, lorsqu'il y est soumis. Au terme de la location et étant précisé que la taxe sur les véhicules à moteur doit être acquittée annuellement, elle restera acquise au LOUEUR sans que celui-ci ne soit jamais tenu envers le LOCATAIRE à un quelconque dédommagement.

ARTICLE 6 : POINT DE DEPART LOCATIF / MISE A DISPOSITION / DUREE

6. La durée de la location a pour point de départ la date de mise à disposition du VEHICULE conforme à la désignation qui en est faite aux CONDITIONS PARTICULIERES et/ou COMMANDE.

6.1 Le LOCATAIRE s'oblige à prendre livraison du VEHICULE dans les 8 (HUIT) JOURS OUVRES suivant la notification de mise à disposition indiquant les lieux et date de livraison, que le LOUEUR ou son représentant substitué lui aura adressée par tous moyens de communication.

6.2 En cas de retard de prise de livraison, les frais en résultant seront à la charge exclusive du LOCATAIRE.

6.3 A l'expiration du DELAI DE MISE A DISPOSITION, le LOUEUR se réserve le droit de procéder aux opérations de facturation du VEHICULE concerné, sa garde étant immédiatement transférée au LOCATAIRE.

6.4 Au terme d'une période d'un mois à compter du DELAI DE MISE A DISPOSITION, la carence du LOCATAIRE à prendre possession du VEHICULE disponible physiquement chez le LOUEUR sera assimilée à une annulation de COMMANDE à l'initiative du LOCATAIRE, qui dès lors l'exposera au paiement à titre d'indemnité de dédit, d'une somme égale à 4 (QUATRE) MOIS de loyer T.T.C., nonobstant le premier loyer prélevé en application de l'alinéa précédent, et le remboursement complet des frais de transformation du VEHICULE TRANSFORME.

6.5 Le LOCATAIRE sera tenu au paiement de la même indemnité de dédit en cas d'annulation de COMMANDE intervenant au terme d'un délai de 5 (CINQ) JOURS ouvrés suivant la confirmation de COMMANDE par le LOUEUR et préalablement à la mise à disposition du VEHICULE. Le règlement de cette indemnité de dédit, devra intervenir dans les 8 (HUIT) JOURS francs suivant la date d'envoi de la facture correspondante émise par le LOUEUR.

6.6 Sauf sa négligence, ou celle de son représentant agréé dûment constatée, le LOUEUR, qui informera le LOCATAIRE d'un report de livraison du VEHICULE, ne pourra en être tenu pour responsable. Il est ici précisé que la livraison du VEHICULE reste subordonnée à sa disponibilité, le LOCATAIRE renonçant en ce cas à toute indemnité et le LOUEUR faisant sur ce point toute diligence à l'effet de satisfaire à délivrance dans les délais d'usage les plus brefs. Dans l'hypothèse où le nouveau délai communiqué au LOCATAIRE excéderait 4 (QUATRE) MOIS civils à compter de la notification du report de livraison, le LOCATAIRE serait fondé à demander l'annulation de sa COMMANDE en adressant un courrier recommandé avec accusé de réception au LOUEUR dans les 8 (HUIT) JOURS suivant ladite notification, sans qu'il y ait lieu au paiement d'une quelconque indemnité.

6.7 Dans l'hypothèse d'un arrêt ou d'une suspension de la production du VEHICULE concerné, sur l'initiative du constructeur, la commande non honorée sera annulée sans qu'il n'y ait lieu au paiement d'aucune indemnité d'aucune sorte quel qu'en soit son fondement, et sans que la responsabilité du LOUEUR, qui en informera le LOCATAIRE dans les meilleurs délais, ne puisse être engagée.

6.8 La prise de possession du VEHICULE matérialisée par la signature d'une prise en charge par le LOCATAIRE qui s'y oblige, emporte reconnaissance expresse et sans réserve, par le LOCATAIRE et/ou l'utilisateur ; des conditions d'utilisation et

d'entretien du VEHICULE mentionnées au carnet constructeur fourni avec le VEHICULE, ainsi que la "fiche retour" du LOUEUR à compléter au terme du contrat, des conditions d'assurances du VEHICULE, décrites à l'Article 10 infra, de sa conformité avec la désignation qui en est faite aux CONDITIONS PARTICULIERES et/ou BON DE COMMANDE, des prescriptions du "manuel de l'utilisateur" fourni avec le VEHICULE, du parfait état esthétique du VEHICULE.

6.9 Le LOCATAIRE dispose d'un délai de 8 (HUIT) JOURS suivant la livraison du VEHICULE, pour demander au LOUEUR, par courrier recommandé avec accusé de réception, les documents énumérés au paragraphe précédent s'ils n'ont pas été fournis lors de la livraison et/ou, le cas échéant, pour émettre toute réserve liée à l'état mécanique du VEHICULE. Passé ce délai, aucune contestation liée à la parfaite conformité mécanique du VEHICULE ne pourra être opposée au LOUEUR.

6.10 La location est conclue pour la durée déterminée minimale mentionnée aux CONDITIONS PARTICULIERES ou COMMANDE applicables au VEHICULE. Néanmoins, au terme contractuel initial, la durée locative peut être prolongée de deux manières, en application soit d'une PERIODE SOUPLE, soit d'une PERIODE DE PROLONGATION. Les modalités pratiques et les conditions tarifaires applicables sont indiquées aux CONDITIONS PARTICULIERES de la location et/ou au BON DE COMMANDE et/ou aux clauses complémentaires et/ou avenant(s).

6.11 Dans l'hypothèse où le terme locatif définitif est atteint, le LOCATAIRE est tenu de restituer le VEHICULE en application de l'Article 12 ci-dessous. A défaut de restitution du VEHICULE dans le délai imparti et quelle qu'en soit la cause, le présent contrat conserve toute sa force obligatoire et ce jusqu'à la restitution physique effective du VEHICULE.

ARTICLE 7 : LOYER ET PENALITES DE RETARD

7. Le prix du loyer de base pourrait être modifié à la hausse ou à la baisse si en cours de location, de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires devaient imposer au LOUEUR de nouvelles taxes relatives à la location dudit VEHICULE.

7.1 Le loyer de base de la location et les prix des différents services sont ensemble facturés ; majorés de la T.V.A au(x) taux en vigueur. Le loyer et ses ACCESSOIRES restent dus aux termes prévus et ce même dans l'hypothèse d'immobilisation du VEHICULE supérieure à 40 (QUARANTE) jours, quelle qu'en soit la cause. Les factures sont mensuelles ou trimestrielles et sont stipulées payables, terme à échoir, par le LOCATAIRE. Tout changement de modalités de paiement, sans accord préalable et écrit des parties, pourrait entraîner, à l'initiative exclusive du LOUEUR, une résiliation anticipée du présent contrat sans autre formalité judiciaire. De même, dans l'hypothèse où un avenant modifiant les modalités de paiement, était annexé aux présentes, celui-ci pourrait être résilié à tout moment par le LOUEUR, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception mentionnant la volonté du LOUEUR d'appliquer ses modalités de paiement.

7.4 Tout retard de paiement du loyer ou de ses ACCESSOIRES à l'échéance prévue, entraînerait de plein droit au profit du LOUEUR le paiement d'intérêts calculés au taux d'intérêt légal multiplié par 1,5 (article 3 de la Loi du 31 Décembre 1992) sur le montant du loyer et/ou de ses ACCESSOIRES ou sur les fractions restant dues et ce jour contractuellement prévu au jour effectif de paiement.

7.5 Pour chaque prélèvement rejeté, le LOCATAIRE paiera en sus au LOUEUR les frais bancaires occasionnés par ce rejet, ces intérêts et frais seront majorés de la T.V.A au(x) taux en vigueur, le LOUEUR établissant la facture correspondante.

7.6 L'application du paragraphe 7.4.2 est indépendante du remboursement par le LOCATAIRE de tous frais et débours quelconques exposés par le LOUEUR pour le recouvrement forcé de ces arriérés et de sa faculté de se prévaloir, s'il le souhaite, de la clause résolutoire de la location dans les termes et modalités de l'Article 13 des présentes conditions générales.

7.7 En cas de constat par le LOUEUR ou le LOCATAIRE, en cours de location et 4 (QUATRE) MOIS minimum avant la date de restitution du VEHICULE, d'un écart inférieur ou égal à 20 % (VINGT POUR-CENT) entre le kilométrage final prévu compte tenu de la moyenne kilométrique réalisée et le KILOMETRAGE CONTRACTUEL INITIAL, et après accord entre les parties, il sera procédé à une modification de la durée totale du contrat et/ou du kilométrage total initialement prévu entraînant dès lors un changement de la valeur des éléments de la location et le rappel des différences constatées sur la période précédemment courue.

7.8 En cas de constat par le LOUEUR ou le LOCATAIRE, d'un écart supérieur à 20 % (VINGT POUR-CENT) entre le kilométrage final prévu compte tenu de la moyenne kilométrique réalisée et le KILOMETRAGE CONTRACTUEL INITIAL, le LOUEUR pourrait procéder à une modification de la durée totale du contrat et/ou du kilométrage total initialement prévu entraînant dès lors un changement de la valeur des éléments de la location et le rappel des différences constatées sur la période précédemment courue. L'avenant aux CONDITIONS PARTICULIERES ou au BON DE COMMANDE de location résultant de cette modification devra être retourné au LOUEUR dûment signé, dans un délai de 30 (TRENTE) JOURS civils suivants sa date d'envoi. A défaut de retour dans le délai imparti, l'avenant sera réputé accepté par les parties.

7.9 Etant rappelé que les éléments financiers de la présente location sont directement déterminés en fonction des données contractuelles initiales (durée/kilométrage et VALEUR RÉSIDUELLE en décaissement), il est expressément indiqué au LOCATAIRE, qu'au terme de la période en cours et dans l'hypothèse où ce dernier ne restituerait pas son VEHICULE, le loyer et ses ACCESSOIRES seraient alors majorés de 100% (CENT POUR-CENT) à titre d'indemnité d'immobilisation, sans préjudice des éventuelles facturations des kilomètres supplémentaires et/ou des éventuelles REMISES EN ETAT.

ARTICLE 8 : UTILISATION DU VEHICULE

8. Le LOCATAIRE s'engage à utiliser le VEHICULE en bon père de famille. De ce fait, il s'interdit d'affecter le VEHICULE au transport de marchandises (sauf si le VEHICULE est de type "utilitaire"), au transport public de personnes, ou pour le compte de tiers, ainsi qu'à l'utiliser dans le cadre d'une auto-école, de rallies de courses, de compétitions ou d'essais.

8.1 Il ne pourra apporter de modifications au VEHICULE ou à l'une quelconque de ses pièces, options et/ou accessoires, sans l'accord préalable et écrit du LOUEUR. Cette autorisation ne suspend pas l'obligation mise à la charge du LOCATAIRE de restituer le VEHICULE dans son état d'origine, ou de régler au LOUEUR les frais de REMISES EN ETAT correspondants.

8.2 Le LOUEUR laisse dépendant au LOCATAIRE la faculté d'atteler une remorque au VEHICULE loué à la condition expresse que cet attelage ne contrevienne ni à la réglementation en vigueur, ni aux dispositions du Code de la Route, et notamment celles imposant la délivrance d'un certificat d'aptitude à la conduite avec remorque, ni aux normes et recommandations du constructeur, ni à aucune autre réglementation quelle que soit sa nature.

8.3 Toutefois, cette faculté ne saurait dégager le LOCATAIRE de sa responsabilité contractuelle fondée sur les présentes CONDITIONS GÉNÉRALES et ne saurait le relever de sa responsabilité, en raison de toute clause d'exclusion ou de déchéance éventuellement stipulée dans sa police d'assurances.

8.4 Le LOCATAIRE s'engage, avec toutes les conséquences de droit résultant de cet engagement, à n'autoriser l'usage du VEHICULE qu'à des personnes titulaires d'un permis de conduire régulièrement délivré, en cours de validité et en tout état de cause dans le strict respect des dispositions de la police d'assurances qui devra avoir été souscrite par le LOCATAIRE en titre, ou de la police d'assurances souscrite par l'intermédiaire du Courtier du LOUEUR en cas d'adhésion à celle-ci.

8.5 Sous son entière responsabilité, le LOCATAIRE ou son conducteur substitué pourra utiliser le VEHICULE en dehors de la France Métropolitaine. Le LOCATAIRE devra, à cet effet, prendre toutes dispositions pour s'assurer de la continuité de la couverture d'assurance selon l'article 10 ci-dessous. Cette autorisation reste cependant limitée aux pays habituellement désignés sur les cartes vertes d'assurances.

8.6 Le bénéfice de la présente location reste personnel au LOCATAIRE. Ainsi, celui-ci s'engage à ne pas sous-louer le VEHICULE sans l'autorisation écrite et préalable du LOUEUR, ni à le donner en gage, ni à le prêter ou à le céder à qui que ce soit. Il devra veiller à ce que le VEHICULE demeure à tout moment en sa possession. En tout état de cause, le LOCATAIRE demeure tenu des obligations contractuelles résultant des présentes CONDITIONS GÉNÉRALES, solidairement et indéfiniment avec l'utilisateur du VEHICULE.

8.7 Le LOCATAIRE s'engage à payer ou à rembourser au LOUEUR toute amende ou tous frais de justice prononcés et exposés après toutes poursuites résultant de l'inobservation des prescriptions légales ou réglementaires régissant l'utilisation des véhicules et, plus généralement, de toutes dispositions relatives à l'utilisation du VEHICULE.

ARTICLE 9 : ETAT DU VEHICULE

Le LOCATAIRE s'engage à :

9. Conserver le VEHICULE en bon état de réparation, d'entretien et de présentation, s'assurant en outre, qu'il satisfait à tout moment aux dispositions légales et réglementaires concernant l'état mécanique ou l'aspect extérieur et intérieur des véhicules à moteur en général ou des véhicules de la catégorie en particulier :

9.1 Justifier au LOUEUR et à sa demande de l'effective exécution des opérations d'entretien selon les normes et recommandations du constructeur de l'état du kilométrage parcouru, lui permettant le cas échéant d'avoir accès au VEHICULE pour examen,

9.2 Vérifier que le carnet constructeur est régulièrement complété après toute opération d'entretien ou de réparation du VEHICULE,

9.3 Effectuer la présentation du VEHICULE aux contrôles techniques aux échéances prescrites par la loi.

9.4 Toutes les opérations d'entretien et de réparation qui, par dérogation à l'Article 1720 du Code Civil sont à la charge du LOCATAIRE, seront exclusivement confiées à un atelier agréé par le constructeur.

9.5 Le LOCATAIRE s'engage également à aviser le LOUEUR dans les plus brefs délais et au plus tard sous huitaine :

9.6 De tout défaut mécanique ou de carrosserie du VEHICULE qui en empêcherait l'utilisation ou qui mettrait ce VEHICULE en infraction avec les dispositions légales en vigueur ;

9.7 De toute défaillance du compteur kilométrique installé par le constructeur, étant ici expressément stipulé qu'en cas d'inexécution de cette obligation d'information, comme en cas de débranchement volontaire, de déréglage manifeste dudit compteur ou de bris de plomb, le VEHICULE sera réputé avoir parcouru une distance de 300 (TROIS CENTS) kilomètres par jour depuis sa mise à disposition à titre de sanction forfaitaire pour inexécution ;

9.8 De toute poursuite du LOCATAIRE ou du conducteur du VEHICULE résultant de l'état du VEHICULE, de sa non conformité aux dispositions légales ou encore d'un accident dans lequel le VEHICULE loué est impliqué ;

9.9 De tout renseignement dont le LOUEUR doit avoir connaissance de façon à pouvoir remplir ses obligations et

celles découlant des termes des présentes conditions générales.

ARTICLE 10 : Responsabilité - Assurances - Sinistres

10. Responsabilité Le locataire en sa double qualité de locataire et de gardien du véhicule est responsable de toute infraction à la législation en vigueur et de tous les dommages directs et indirects que le véhicule court ou fait courir, même s'ils résultent d'un vice de construction ou d'un montage défectueux depuis sa réception jusqu'à sa restitution.

En aucun cas, la responsabilité civile du bailleur ne pourra se substituer à celle du locataire, ni même être recherchée. A compter de la date de transfert effectif de propriété du véhicule au bailleur et jusqu'au jour de la restitution de ce véhicule au bailleur, le locataire est responsable de tous les risques de détérioration, de perte ou de vol, ainsi que de la destruction partielle ou totale. Sa responsabilité s'étendra aux conséquences d'événements nés pendant la période de location mais dont le préjudice ne se révélerait qu'après la restitution du véhicule au bailleur.

10.1 Assurances

Le locataire devra souscrire et maintenir pendant toute la durée de la location et jusqu'au jour de la restitution effective du véhicule, les assurances ci-après :

- Responsabilité civile illimitée, tant celle de l'utilisateur propriétaire et gardien du véhicule que celle du bailleur propriétaire de ce véhicule et également les personnes transportées. Cette assurance doit couvrir les risques civils inhérents à l'usage du véhicule.
- Dommages tous accidents à concurrence de sa valeur TTC.
- Vol, tentative de vol, acte de vandalisme, incendie, catastrophes naturelles.
- Bris de glace.

La police d'assurance mentionnera explicitement la qualité de propriétaire du bailleur et indiquera que toutes les indemnités lui seront versées à titre de bénéficiaire exclusif. Avant la livraison du véhicule, le bailleur devra lui adresser une attestation d'assurance reprenant les dispositions qui précèdent. Pour la part non couverte ou non indemnisée des risques, ou en cas de déchéance invoquée par la Compagnie d'assurances, le locataire sera considéré comme étant son propre assureur à l'égard du bailleur.

10.2 Sinistres

Le locataire informera le bailleur de tout sinistre entraînant une dépréciation de plus de 30% de la valeur vénale du véhicule, ou de vol dans les cinq jours de sa survenance. En cas de sinistre, le locataire transmettra au bailleur :

- Dans les cinq jours de sa survenance : copie de toute déclaration de sinistre.
- Sans délai, dès sa réception : copie du rapport d'expertise.
- En cas de vol : dans les quarante huit heures, une copie de l'attestation de dépôt de plainte ; éventuellement, dès son établissement, une copie de l'avis de découverte.

a) Sinistre partiel :

Le locataire reste tenu au paiement régulier des loyers et assure la remise en état du véhicule à ses frais. Le bailleur reversera au locataire le montant de l'indemnité perçue par la Compagnie d'assurance sur présentation des factures acquittées ou autorisera celle-ci à régler directement le réparateur.

b) Sinistre total ou vol :

Si le montant des dommages estimé à dire d'expert est supérieur à la valeur vénale, la location est résiliée de plein droit à la date du sinistre sans délai ni mise en demeure. Le locataire est tenu de restituer l'épave (sauf en cas de vol), à ses frais, chez le fournisseur ou à l'endroit qui lui sera notifié. Le locataire demeure gardien du véhicule sinistré à ses frais et risques jusqu'à la date de restitution effective. Pour les véhicules immatriculés, le certificat d'immatriculation est adressé au siège du bailleur sous pli recommandé. Le locataire réglera au bailleur une indemnité correspondant à la valeur Argus standard du véhicule au jour du sinistre (kilométrage standard de 15 000 km annuel pour les motorisations essence et 25 000 km annuel pour les motorisations diesel), majorée de l'ajustement de loyers selon la formule prévue à l'article 9. Cette indemnité, calculée hors taxes, déduction faite de l'indemnité d'assurance perçue de l'assureur, sera soumise au régime de la TVA applicable. En cas de décès du locataire, le contrat de location pourra être transféré à l'un des héritiers avec accord du bailleur. A défaut, les héritiers ou ayants droit devront restituer le véhicule au lieu indiqué par le bailleur et régler l'indemnité de résiliation égale à celle prévue à l'article 9, sauf à compenser avec le montant des sommes perçues de l'assureur, si le locataire est assuré pour ce risque.

ARTICLE 11 : ENTRETIEN - ASSISTANCE IMMOBILISATION - SERVICES

11. ENTRETIEN/REPARATION

Le locataire supporte seul, depuis la mise à disposition du véhicule, tous les frais de transport, d'utilisation, d'entretien et de réparation et s'engage à maintenir le véhicule en parfait état de fonctionnement conformément aux impératifs techniques fixés par le constructeur. Pour ce faire, le locataire a la faculté de souscrire parallèlement des contrats de services (entretien, etc...) et/ou d'assurance par l'intermédiaire du bailleur auprès d'une société de prestation de services et/ou d'assurance. Ces contrats d'entretien et/ou d'assurance sont distincts et divisibles du présent contrat de location.

Le locataire autorise le bailleur à prélever le montant des primes et redevances simultanément au prélèvement des loyers. Le bailleur s'engage à les reverser à la société de prestation de services et/ou d'assurance. Les prestations souscrites prennent effet à la date de prise de possession du véhicule. Elles prennent fin au terme de la location (normal, anticipé ou contentieux).

11.1 A l'exception d'une autorisation expresse et écrite du LOUEUR, les opérations d'entretien et de réparation doivent être effectuées sur le territoire français.

11.2 En cas d'utilisation fréquente ou systématique du VEHICULE hors du territoire français, le coût de cette prestation indiquée aux CONDITIONS PARTICULIERES du contrat de location, sera revu.

11.3 Pendant toute la durée de la location, le locataire doit user du véhicule raisonnablement, en se conformant aux lois et règlements en vigueur concernant la détention et l'utilisation du véhicule et aux préconisations du constructeur dans les documents remis à la livraison. Le locataire s'engage à conserver le véhicule en bon état de fonctionnement et de présentation. Il s'interdit d'utiliser le véhicule en compétition, d'apporter quelque modification que ce soit au véhicule sans l'accord exprès du bailleur, de démonter un équipement d'origine. Le locataire est responsable du bon fonctionnement du compteur kilométrique. En cas de panne, le locataire devra immédiatement faire intervenir le réseau agréé. En cas de fraude, le bailleur se réserve le droit de facturer l'excédent de kilomètres déterminé par expertise et d'engager toutes poursuites civiles et pénales à l'égard du locataire, même après l'expiration de la location. L'immobilisation temporaire du véhicule, quelle qu'en soit la cause, n'entraîne aucune diminution ou report de loyer, ni indemnité quelconque à la charge du bailleur. Il en sera ainsi par dérogation aux dispositions de l'article 1724 du Code civil, même si le véhicule se trouve hors d'usage pendant plus de quarante jours. Si pour une raison indépendante de la volonté du bailleur le locataire ne pouvait utiliser le véhicule aussitôt sa prise en charge, il ne pourrait exercer aucun recours contre le bailleur, ni prétendre à une réduction ou à un report de loyers, ni demander l'annulation du contrat.

11.4 Les modalités de paiement sont celles stipulées aux CONDITIONS PARTICULIERES de la location concernée, il est toutefois précisé que ces sommes sont calculées pour un kilométrage et une durée contractuels précis bien que leur paiement soit périodique.

11.5 En cas de non-paiement, les prestations de services concernées seraient suspendues de plein droit, le LOUEUR se réservant alors le droit de prononcer leur résiliation.

11.6 Dans l'hypothèse d'une résiliation anticipée de la location en application de l'Article 13 infra ou en cas de VEHICULE déclaré commercialement irrécupérable, le contingent kilométrique contractuel serait réduit au prorata temporis de la durée d'utilisation, une nouvelle base de kilométrage sera ainsi obtenue, appelée "KILOMETRAGE ALLOUE".

11.7 Lors du retour du VEHICULE, dans l'hypothèse du dépassement du KILOMETRAGE CONTRACTUEL, et/ou du KILOMETRAGE ALLOUE, le LOCATAIRE sera redevable d'un montant de kilomètres excédentaires d'entretien selon le tarif et les modalités fixés aux CONDITIONS PARTICULIERES de location.

11.8 Le LOCATAIRE s'engage à faciliter les démarches de tout expert automobile que le LOUEUR jugerait bon de missionner à l'occasion d'interventions sur le VEHICULE, soit avant, soit pendant, soit après l'exécution des dites interventions et à communiquer tous renseignements qui pourraient être utiles pour assurer le meilleur entretien possible du VEHICULE.

11.9 Il appartient au LOCATAIRE ou à l'utilisateur du VEHICULE, chaque fois qu'une réparation sortant du domaine de l'entretien courant comme défini au carnet du constructeur doit être effectuée, ou qu'une réparation précédente s'avère ne pas avoir été accomplie dans les règles de l'art, de prendre préalablement contact avec les services du LOUEUR, avec lesquels il conviendra des formalités à observer.

11.10 ETENDUE DE PRESTATIONS - CONDITIONS - EXCLUSIONS

11.11 Toute opération d'entretien ou de réparation doit être effectuée dans un atelier agréé par le constructeur de la marque du VEHICULE, le LOUEUR se réservant le droit de refuser la prise en charge de l'opération si cette condition n'est pas remplie et le constructeur pouvant s'exonérer de toute garantie.

11.12 NE SONT PAS COUVERTS sauf si annotation dans le contrat :

Les opérations de station-service (vidanges, graissages) et les opérations d'entretien et de contrôle préconisées par le constructeur telles qu'indiquées sur la notice "Utilisation et entretien" et figurant au carnet d'entretien (à échéance kilométrique déterminée) du constructeur. La fourniture (lors des vidanges) des lubrifiants et ingrédients nécessaires aux opérations d'entretien d'après les prescriptions du constructeur. Le remplacement des pièces d'usure dans le respect des préconisations du constructeur (balais d'essuie-glace, les plaquettes de frein, les disques de frein, les amortisseurs, la batterie, bougie de préchauffage, et l'embrayage) La fourniture d'antigel dans les limites nécessaires à chaque VEHICULE. Les amputées des équipements livrés d'origine (phares, feux...). Les contrôles techniques obligatoires au jour de la signature des CONDITIONS PARTICULIERES.

Les fournitures de carburant. La couverture panne mécanique L'assistance routière au VEHICULE et aux passagers Le remplacement des pneumatiques et chambres à air, sauf dans le cas de dérogation expresse prévue au paragraphe 11.2 infra. Les frais de parking, garage, remorquage et toutes indemnités d'immobilisation ou de location de véhicule de remplacement dans le cas d'une panne ou d'un accident (certains de ces frais sont couverts par la prestation "assistancevéhicule de remplacement" dont les modalités d'application sont séparément décrites au LOCATAIRE).

Les opérations de lavage et de lustrage.

Le nettoyage des garnitures, les réparations de sellerie résultant de détériorations accidentelles telles que déchirures, brûlures, taches.

Le remplacement ou la remise en état de tout accessoire ou équipement non monté d'origine par le constructeur.

Les optiques de phares, de feux arrière, latéraux et éclairage de la plaque d'immatriculation, les enjoliveurs de roues et de carrosserie, les serrures, poignées de porte, de coffre, de boîte à gants, les manivelles des lave-vitres et les bras d'essuieglaces. Les réparations consécutives à des accidents, collisions, vols, incendies, émeutes, dégâts occasionnés par la proximité de chantiers, ainsi que celles résultant d'une utilisation abusive du VEHICULE (surcharges, compétitions, échéances kilométriques non respectées, utilisation sur chaussée non viabilisée).

Toute remise en état rendue nécessaire par suite d'une négligence, d'une faute d'utilisation, du non respect d'une préconisation d'entretien et/ou du non respect des impératifs d'arrêt du VEHICULE résultant de l'allumage des voyants d'alerte ou de toute indication du constructeur, du défaut de présentation du VEHICULE à une visite périodique prévue à la notice du constructeur. Il est ici précisé que le LOCATAIRE s'engage à indiquer à l'utilisateur du VEHICULE ses conditions d'entretien et d'utilisation telles qu'indiquées à la notice du constructeur.

L'apposition et la réfection de toute inscription, peinture publicitaire ou la dépose de calicots publicitaires.

Le manque à gagner pouvant résulter de l'immobilisation du VEHICULE.

11.13 DEROGATIONS PNEUMATIQUES

Par dérogation aux exclusions prévues ci-dessus, la garantie entretien peut être étendue au remplacement d'un certain nombre de pneumatiques et chambres à air en contrepartie du règlement d'une redevance supplémentaire calculée suivant le nombre, le type et les dimensions standard des pneumatiques et chambres à air ; il est précisé que s'agissant d'un forfait, aucun remboursement ne sera effectué en fin de contrat.

Le LOCATAIRE devra tenir compte de la législation en vigueur et notamment des dispositions des Articles 59 et suivants du Code de la Route relatifs aux pneumatiques. Le LOCATAIRE sera responsable des procès-verbaux qui pourraient être dressés pour violation des dispositions visées ci-dessus.

11.14 CONTROLE D'EXECUTION/ACTUALISATION DES REDEVANCES

Au cas où le LOCATAIRE ne respecterait pas les prescriptions du présent article ou dans l'hypothèse d'un dépassement constant des normes contractuelles, du coût de ces différentes prestations, le LOUEUR se réserve le droit, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, de procéder à une actualisation du coût des prestations ou à une résiliation de celles-ci.

11.15 ARBITRAGE

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à toute difficulté susceptible d'intervenir au cours de l'exécution du présent article. A cet effet, elles décident d'accepter à titre de proposition d'arbitre, les conclusions de l'expert automobile choisi d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 12 RESTITUTION DU VEHICULE / KILOMETRES SUPPLEMENTAIRES

12. Au terme contractuel convenu de la location, le LOCATAIRE assurera le retour du VEHICULE loué accompagné de tous ses accessoires, documents (carte grise, vignette en cours de validité, carnet d'entretien, ...), dans l'état défini au paragraphe 1er de l'annexe 1 dont le LOCATAIRE déclare avoir pris connaissance et ci-après annexée aux présentes.

12.1 IL EST EXPRESSEMENT RAPPELE AU LOCATAIRE QUE : La restitution doit avoir lieu dans les locaux du LOUEUR ou d'un mandataire agréé préalablement désigné par celui-ci.

Tous les frais entraînés par une restitution hors du lieu indiqué par le LOUEUR resteront intégralement à la charge du LOCATAIRE notamment, les frais de gardiennage et de convoyage du VEHICULE.

12.2 L'arrêt de la facturation reste subordonné à l'envoi :

- Des documents de bord et accessoires du VEHICULE : carte grise, carte carburant, talon de vignette, carnet d'entretien du constructeur, les accessoires, les clefs et leurs doubles, les contrôles techniques, les codes autoradio et alarme,...

- De la fiche de retour dûment complétée,

- De l'indication du lieu de restitution effectif du VEHICULE,

- Du carnet ou de la carte de maintenance, étant précisé que la date retenue, cachet de la poste faisant foi, est la date d'expédition du courrier (complet) en recommandé avec accusé de réception adressé au LOUEUR, dans les 5 (CINQ JOURS) ouvrés suivant la restitution physique du VEHICULE. A défaut d'envoi du courrier complet dans le délai imparti la date d'arrêt de contrat retenue sera celle de l'envoi du courrier ou du dernier élément manquant.

12.3 Toutes les obligations énumérées au présent paragraphe 12.2 sont à la charge exclusive du LOCATAIRE ou de son conducteur substitué. Il est ici précisé, que pour tout VEHICULE restitué sans les documents et accessoires énumérés au présent paragraphe, tous les frais de recherches, de réparation ou de remplacement en résultant seront intégralement facturés au LOCATAIRE et majorés de frais de gestion s'élevant à 5 % (CINQ POUR-CENT) du prix du VEHICULE.

12.4 Lorsque le LOCATAIRE n'a pas souhaité souscrire l'option entretien/réparation en cas de non restitution du carnet d'entretien du constructeur et si le LOCATAIRE était dans l'incapacité matérielle de prouver que les opérations d'entretien du VEHICULE ont bien été réalisées en application des préconisations du constructeur, le LOCATAIRE serait redevable au LOUEUR d'une indemnité correspondant à 6 (SIX) MOIS de loyer mensuel, afin de compenser la dépréciation du VEHICULE au moment de sa vente résultant de l'absence présumée d'entretien. Cette indemnité sera réglable par chèque bancaire dans les 7 (SEPT) JOURS suivant l'envoi de la facture correspondante, majorée en application de l'Article 7.4 de la cas échéant.

12.5 Au moment de la restitution, un examen contradictoire aura lieu entre le LOCATAIRE qui s'oblige à être présent ou représenté par un mandataire, notamment l'utilisateur du VEHICULE, et le professionnel ou salarié désigné par le LOUEUR chargé d'établir l'expertise du VEHICULE. En l'absence du LOCATAIRE ou de son représentant, le LOUEUR pourra mandater un expert agréé par les Compagnies d'assurances afin qu'il procède à l'expertise du VEHICULE. Il en sera de même lorsque la "fiche retour" sera incomplète, imprécise ou non signée par les deux parties.

12.6 A la suite de cet examen, la "fiche retour" fournie au LOCATAIRE lors de la livraison du VEHICULE, est précisément complétée et dûment signée par les deux parties qui

conservent les exemplaires qui leur sont destinés. Le LOCATAIRE ou l'utilisateur du VEHICULE expédie sous pli recommandé au LOUEUR l'exemplaire destiné à ce dernier, accompagné de tous les documents énumérés au paragraphe 12.2 du présent article.

12.7 Après analyse de la fiche retour ou du rapport de l'Expert agréé, le LOUEUR facturera au LOCATAIRE, les éventuelles REMISES EN ETAT. Ce montant est calculé par application d'un système agréé et utilisé par les Compagnies d'assurances et par les experts automobiles et tient compte des coefficients de vétusté tels que définis au paragraphe 2 de l'Annexe 1. Il est ici précisé que le LOUEUR ne procédera à aucune facturation au titre des REMISES EN ETAT si celles-ci sont inférieures ou égales à 300 (TROIS CENT) Euros H.T. Au-delà de cette somme, le LOUEUR facturera l'intégralité des sommes dues au titre des REMISES EN ETAT, du premier au dernier euro. En cas de restitution anticipée du VEHICULE, le seuil de REMISES EN ETAT sera réduit au prorata temporis. Ces factures soumises à la T.V.A. sont payables dès réception, par chèque bancaire, 12.8 A la date de la restitution, tout kilométrage supplémentaire excédant le KILOMETRAGE CONTRACTUEL INITIAL sera facturé au tarif et selon les modalités préalablement établies aux CONDITIONS PARTICULIERES du contrat, dans une limite de 30% (TRENTE POUR-CENT), au tarif fixé aux CONDITIONS PARTICULIERES, majorées de 100% (CENT POURCENT) au-delà. Il est ici précisé que, les kilomètres supplémentaires inférieurs ou égaux à 5 % (CINQ POUR-CENT) du KILOMETRAGE CONTRACTUEL INITIAL ou du KILOMETRAGE ALLOUE, ne donneront lieu à aucune facturation complémentaire. En cas de dépassement de ce seuil de tolérance, l'intégralité des kilomètres supplémentaires sera facturée au tarif et selon les modalités préalablement établies aux CONDITIONS PARTICULIERES, du premier au dernier euro.

12.9 Au cas où la restitution n'interviendrait pas conformément aux stipulations précisées ci-dessus, le LOUEUR adressera au LOCATAIRE une mise en demeure d'avoir à restituer le VEHICULE et d'avoir à payer, le cas échéant, les loyers échus augmentés d'un intérêt de droit majoré de 5 (CINQ) points.

12.10 Dans l'hypothèse où cette mise en demeure resterait infructueuse au terme d'un délai de 8 (HUIT) jours à compter de sa première présentation, cette défaillance du LOCATAIRE entraînerait automatiquement la mise en oeuvre immédiate du dépôt d'une plainte du LOUEUR contre le LOCATAIRE et consécutivement l'affectation du VEHICULE au statut dit de "véhicule détourné".

12.11 Le LOCATAIRE serait de convention expresse, redevable envers le LOUEUR d'une indemnité contractuelle correspondant à la valeur nette comptable du VEHICULE, au jour de la mise en demeure précitée telle qu'elle apparaît au bilan du LOUEUR sur la base d'un taux d'amortissement de 20% (VINGT POUR-CENT) l'an pratiqué linéairement et au prorata temporis. Cette indemnité restera due au LOUEUR même en cas de restitution ultérieure du VEHICULE et à ce titre de dommages et intérêts forfaitaires.

ARTICLE 13 : RESILIATIONS ANTICIPÉES / INDEMNITES DE RESILIATION

13. Dans l'hypothèse où le loueur autoriserait préalablement et par écrit le LOCATAIRE à restituer son VEHICULE par anticipation du terme contractuel, il serait alors procédé à un ajustement des loyers de base ayant pour but d'actualiser les valeurs dues par le LOCATAIRE compte-tenu de la nouvelle durée ainsi constatée.

13.2 Dans l'hypothèse d'une restitution par anticipation du terme contractuel sans l'accord écrit et préalable du LOUEUR, le LOCATAIRE serait tenu de verser au LOUEUR, sur présentation de facture majorée de la T.V.A applicable, outre la somme correspondant à l'ajustement des loyers telle que définie en application du paragraphe 13.1 supra, 50 % (CINQUANTE POUR-CENT) des loyers non échus entre la date de restitution effective et le terme de la PERIODE CONTRACTUELLE, à titre d'indemnités de résiliation, étant appelé que l'équilibre économique du présent contrat est directement lié à la détermination de sa durée au jour de sa signature.

13.3 Le présent contrat serait par ailleurs résilié de plein droit, ainsi que toutes les locations en cours, si bon semble au LOUEUR et sans aucune formalité judiciaire, 48 (QUARANTE HUIT) HEURES après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception mentionnant le motif de la résiliation et l'injonction de restitution de VEHICULE, au cas où le LOCATAIRE contreviendrait à l'une quelconque de ses obligations substantielles et notamment, en n'acquittant pas les loyers aux échéances prévues, en changeant les modalités de paiement sans accord préalable du LOUEUR, en ne respectant pas ses obligations d'information ou en cessant d'être assuré.

13.4 A réception de cette lettre recommandée portant notification de la mise en oeuvre de la clause de résiliation pour quel que motif que ce soit, le LOCATAIRE s'engage à restituer au lieu indiqué par le LOUEUR, sous son entière responsabilité, à ses frais et sans délai, le VEHICULE accompagné de tous les documents énumérés à l'Article 12.2.

13.5 En cas de résiliation anticipée du présent contrat suivant les dispositions incluses au paragraphe 13.3 du présent article, le LOCATAIRE sera en outre tenu de verser au LOUEUR :

- La somme correspondant à l'ajustement des loyers telle que définie en application du paragraphe 13.1 supra ainsi que 50 % (CINQUANTE POUR-CENT) des loyers non échus entre la date de résiliation et le terme de la PERIODE CONTRACTUELLE à titre d'indemnités de résiliation forfaitaires.

- Le montant des loyers échus impayés, majoré d'un intérêt de droit calculé selon les modalités inscrites au paragraphe 7.4 supra.

- Le cas échéant, l'indemnité pour kilométrage supplémentaire liquidée dans les conditions prévues au paragraphe 11.6.

- Le montant des REMISES EN ETAT conformément aux dispositions de l'Article 12.4 supra, ainsi que les frais de

gardiennage et de convoyage résultant de l'application du paragraphe 12.1 supra, s'il y a lieu.

- Le montant de tous frais judiciaires, frais et honoraires de Conseils, Huissiers, Avocats, Experts et mandataires ...

13.6 En cas de résiliation de la location suivant les termes du présent article, le LOUEUR pourra par lui-même ou par mandataire, à tout moment et sans préavis, effectuer toutes démarches pour la reprise du VEHICULE.

Dans l'hypothèse où le LOCATAIRE ne restituerait pas le VEHICULE immédiatement et après première sommation, le LOUEUR pourrait saisir par voie de référé, le Président du Tribunal de Commerce de son siège social afin d'obtenir la restitution, sans préjudice de toute action possible en dommages et intérêts, ainsi que de toute plainte avec constitution de partie civile du chef d'abus de confiance, tel que prévu et réprimé par l'Article 314-1 du Nouveau Code Pénal, ou encore sans préjudice de tout recours, que la justice réserve au LOUEUR, nécessaire à la sauvegarde de ses intérêts.

13.7 En cas de résiliation anticipée du contrat ou de restitution anticipée du VEHICULE, en application du présent article 13, le contingent kilométrique contractuel ainsi que la base de référence pour la majoration du tarif concernant les kilomètres supplémentaires seront par ailleurs réduits au prorata temporis de la durée d'utilisation effective du VEHICULE, tout kilométrage excédant le contingent alloué sera à ce titre facturé par application du tarif mentionné à cet effet aux CONDITIONS PARTICULIERES. Dans le cas où la prestation maintenance a été souscrite, un ajustement sera appliqué en application de l'Article 11 ci-dessus.

13.8 Kilométrage excédant le contingent alloué sera à ce titre facturé par application du tarif mentionné à cet effet aux CONDITIONS PARTICULIERES. Dans le cas où la prestation maintenance a été souscrite, un ajustement sera appliqué en application de l'Article 11 ci-dessus.

ARTICLE 14 : CESSION

14. Le LOCATAIRE s'interdit de céder ou de transférer le bénéfice de la location, droits et obligations, sans l'accord préalable et écrit du LOUEUR. En cas d'agrément par le LOUEUR, il restera solidairement et indéfiniment tenu avec son cessionnaire, de la bonne exécution des obligations résultant des présentes CONDITIONS GENERALES.

14.1 Le LOUEUR se réserve la possibilité de céder à un tiers les droits et obligations résultant pour le LOUEUR de la présente convention, sous réserve de signifier au LOCATAIRE le transport de ces droits.

14.2 Dans le cas d'un changement d'actionnaire ou d'associé majoritaire, le LOUEUR se réserve la faculté d'agréer par écrit le nouvel actionnaire ou associé majoritaire dans le délai de 1 (UN) MOIS suivant l'information écrite qui lui aura été faite par le LOCATAIRE. Le défaut d'agrément pourra entraîner, à l'initiative exclusive du LOUEUR, la résiliation anticipée des présentes conditions générales ainsi que de toutes les locations individuelles en cours d'exécution, dans le respect des dispositions de l'Article 13.1 supra.

ARTICLE 15 : DIVERS

15. Le LOCATAIRE, personne physique, reconnaît le caractère professionnel du présent contrat et renonce expressément au bénéfice des dispositions de la Loi du 31.12.1989 sur l'endettement des particuliers et des ménages.

15.1 Les parties s'interdisent de communiquer à un tiers toute information quelle qu'en soit sa nature dont elles auraient eu connaissance en application des présentes, le LOCATAIRE s'interdisant en outre de reproduire celles-ci partiellement ou totalement.

15.2 Les parties s'autorisent, sur l'ensemble du territoire français et pour la durée des présentes, l'usage de leurs nom, logo et sigle commerciaux tels qu'ils apparaissent sur leurs documents contractuels pour répondre aux appels d'offres éventuels ou pour faire mention de la notoriété de leur cocontractant.

15.3 Toute modification apportée aux présentes CONDITIONS GENERALES, doit faire l'objet d'un avenant dûment signé par le LOUEUR. Toute rature, modification manuscrite ou autre est réputée nulle et non écrite et ne produira donc aucun effet entre les parties.

15.4 Le LOUEUR certifie que ses salariés sont employés dans le respect des dispositions L 143-3, L 620-3, R 341-36 et R 341-41 du Code du Travail.

ARTICLE 16 : INDEPENDANCE DES DISPOSITIONS

16. Si l'un des articles ou paragraphes des présentes conditions générales était déclaré nul et non écrit, cette nullité serait partielle comme n'atteignant que ledit paragraphe ou ledit article sans pouvoir être étendue à l'intégralité du présent contrat.

16.1 De même, si l'un des articles ou paragraphes était en contravention avec une disposition légale, la partie la plus minime, en conformité avec la volonté des parties, serait seule modifiée afin de lui donner toute validité. A défaut de pouvoir transformer ladite disposition, elle serait réputée nulle et non écrite tout en laissant subsister la pleine force obligatoire du reste du contrat.

ARTICLE 17 : SOLUTION AMIABLE / COMPETENCE TERRITORIALE

17. Pour tout différend né de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation des présentes, les parties s'engagent à rechercher ensemble une solution amiable adéquate au différend soulevé.

17.1 A défaut d'une telle solution, les parties, agissant toutes deux en qualité de commerçant, s'accordent en vue de soumettre le litige au Tribunal compétent du siège social du LOUEUR, même dans l'hypothèse de pluralité de défendeurs, d'appel en garantie, de référé ou de procédure sur requête.

RESTITUTION D'UN VEHICULE AU TERME D'UN CONTRAT DE LOCATION DE LONGUE DURÉE
(Annexe 1 aux Conditions Générales de Location)
Normes du Syndicat National des Loueurs de Voitures Longue Durée

1 – DEFINITION DE L'ETAT STANDARD DU VEHICULE

- La présentation générale du véhicule, y compris la peinture, doit être d'une qualité normale en fonction de
- l'âge du véhicule et du kilométrage parcouru.
- La carrosserie, le châssis, les pare-chocs ne doivent comporter aucune déformation et autres traces que
- celles dues au vieillissement naturel et à l'usage normal.
- La sellerie et le garnissage ne doivent être ni troués, ni déchirés, ni tâchés.
- Les éléments mécaniques et de sécurité ne doivent pas présenter une usure supérieure à celle en rapport
- avec le kilométrage souscrit aux conditions particulières et avec les normes d'entretien du constructeur
- Le véhicule doit être restitué avec tous ses documents de bord, accessoires et éléments de sécurité (cric, roue de secours, etc...)
- Le démontage des accessoires pouvant appartenir au locataire ne doit laisser aucune trace sur le véhicule (percement de la planche de bord, trou de passage d'antenne, ...). Toutes interventions nécessaires pour y remédier seront facturées au locataire.
- Tous les frais relatifs à la mise en conformité aux normes ci-dessus seront à la charge du locataire et facturés selon le barème ci-dessous.
- Accidents : si l'examen contradictoire montre que le véhicule a été accidenté, il sera procédé à l'étude de la qualité des réparations effectuées : redressage du châssis, qualité des soudures, qualité des réparations de tôlerie, qualité et teintes des peintures, qualité des organes remplacés. Si les réparations n'ont pas été faites dans les règles de l'art ou sont défectueuses, pour une raison quelconque, il y sera remédié aux frais du locataire.

2 – PARTICIPATION DU LOCATAIRE AUX FRAIS EVENTUELS DE REMISE EN ETAT

Si l'état du véhicule restitué n'est pas à celui défini ci-dessus, le locataire règlera au loueur les frais nécessaires à sa mise en conformité dans les proportions et en fonction des taux d'usure mentionnés dans le tableau ci-dessous. Ces taux d'usure résultent de l'examen des organes du véhicule, effectué suivant le descriptif du procès- conforme verbal de restitution.

Pourcentage de participation du locataire		
100%	50%	Taux d'usure maximal admis (en %)
TOLERIE (chocs, rayures, déformations)		
• ensemble de la carrosserie		
• châssis		
• pare-chocs		
SELLERIE (déchirures, tâches, brûlures)		
• sièges		
• tapis		
• garnitures		
ROUE (déformations, chocs)		
• jantes		
• enjoliveurs		
ECLAIRAGE		
• optiques		
• feux divers		
PARE-BRISE ET VITRE (brisés, fêlés, rayés)		
	ELEMENTS MECANIQUES	
	• moteur	50
	• transmission : embrayage	80
	• boîte de vitesse, ponts, cardans	50
	ELEMENTS DE SECURITE	
	• freins	80
	• amortisseurs	80
	• direction	50
	• pneumatiques	50
	EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	
	• essuie-vitres, lève-vitres	80
	• avertisseur	80
	• batterie	50